

**DECISION N°043/2023/ARCOP/CRD/DEF DU 30 AOUT 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA SAISINE DU MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DES SENEGALAIS (MAESE) DE L'EXTERIEUR DEMANDANT
SOLLICITANT A NOUVEAU L'AUTORISATION POUR LA PROROGATION,
POUR SIX MOIS, DE L'AVENANT DE RECONDUCTION N°2 DU MARCHE DE
CLIENTELE RELATIF A L'ASSURANCE SANTE DU PERSONNEL SENEGALAIS
EXPATRIE ET FAMILLES SUITE A L'AVIS NEGATIF DE LA DIRECTION
CENTRALE DES MARCHES PUBLICS (DCMP)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 Portant Code des Obligations de l'Administration, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2023-832 du 05 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la commande Publique (ARCOP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2022- 2295 du 28 décembre 2022 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2023-833 du 05 avril 2023 portant nomination des membres du Conseil de Régulation (CR) de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOP) ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

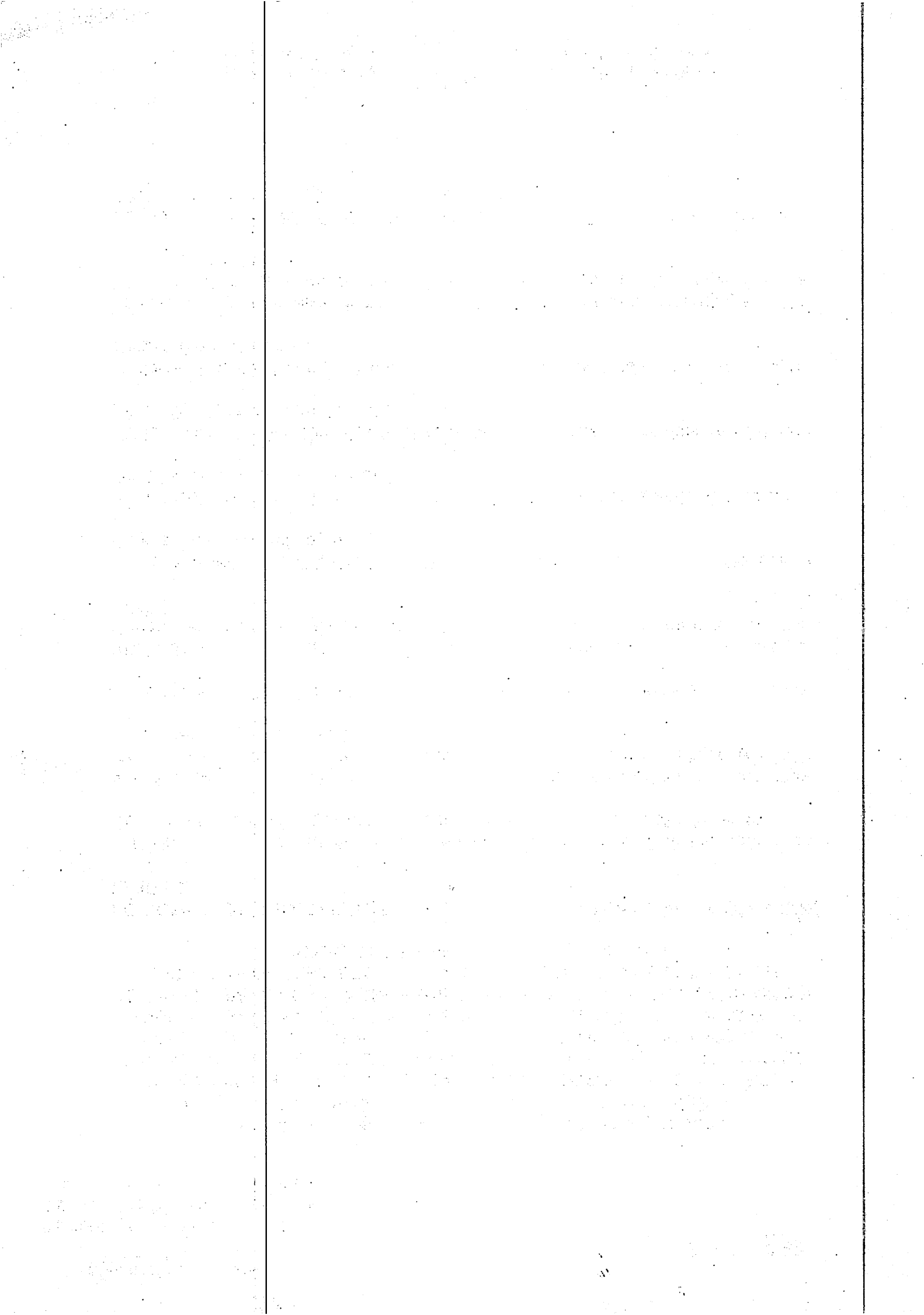
VU la résolution n°00002 portant désignation des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARCOP ;

VU la saisine du Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) reçue le 18 août 2023 ;

Madame Aïssatou Dieng TRAORE, Coordonnatrice de l'Instruction des recours, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; Messieurs Moundiaye CISSE, Mbareck DIOP et Alioune NDIAYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARCOP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;



Après en avoir délibéré conformément aux dispositions du Code des Marchés publics et des principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente délibération fondée sur les faits et moyens exposés ci-après :

Par courrier du 14 août 2023 reçu le 18 août 2023, le MAESE a saisi à nouveau le Comité de Règlement des Différends d'une demande d'autorisation pour proroger de six mois l'avenant n°2 du marché relatif à l'assurance santé des diplomates sénégalais résidant à l'étranger ainsi que les membres de leurs familles, suite à l'avis négatif de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 21 du décret n°2023-832 du 05 avril 2023 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOP), que la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends (CRD) statue sur les litiges entre les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et des contrats de partenariats publics, dont le comité est saisi ;

Considérant que la saisine du MAESE intervient consécutivement à l'avis négatif de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), émis par lettre N°003308/MFB/DCMP/69 du 31 juillet 2023 ;

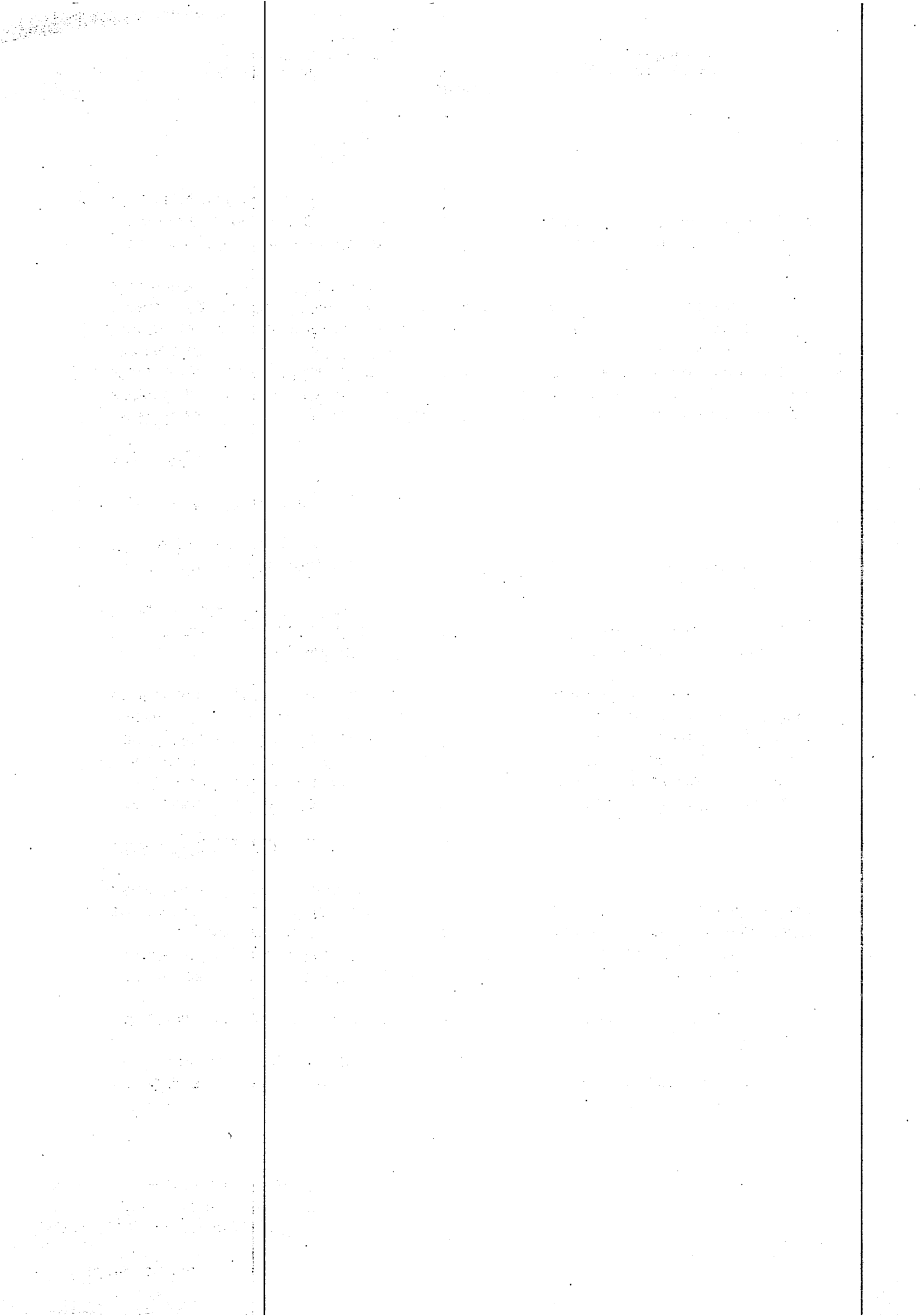
Considérant que le Code des marchés publics ne prévoit pas, dans pareil cas, de délai pour saisir le CRD ;

Que dès lors, il convient de déclarer la saisine recevable.

LES FAITS

Le CRD avait été saisi en février 2023 par le MAESE d'une demande de passer par entente directe un marché d'assurance santé pour son personnel expatrié ainsi que leurs familles avec ALLIANZ WORDWIDE CARE après le renouvellement à deux reprises par avenant (S067/21 et S1499/2022) d'une durée d'un an chacun, du marché de clientèle portant sur le même objet et avec le même prestataire d'un montant égal à deux milliards six cent vingt et un millions cent trente mille huit cent vingt-cinq (2 621 137 825 FCFA).

Cette demande faisait suite à l'avis défavorable de la DCMP qui avait alors recommandé de souscrire le marché par appel d'offres ouvert international en procédure d'urgence.



La décision n° n°018/2023/ARMP/CRD/DEF du 15 février 2023 rendue par le CRD avait fait le choix d'autoriser exceptionnellement la prorogation de l'avenant n° 2 de six (6) mois en se fondant sur le risque de défaut de couverture médicale des bénéficiaires en lieu et place d'une autorisation par entente directe.

Le 14 août 2023, le MAESE a saisi de nouveau le CRD pour une deuxième prorogation exceptionnelle du contrat en cours de six mois supplémentaires, après avis défavorable de la DCMP.

LES MOYENS DEVELOPPES PAR LE MAESE

Le MAESE justifie sa demande par le caractère infructueux de ses démarches auprès des services du Trésor du Ministère des Finances et du Budget (MFB) pour obtenir le financement de la prestation, dans le cadre d'une nouvelle procédure, estimée à quatre milliards cinq cent millions (4.500.000.000 FCFA). Sur ce budget le MAESE signale n'avoir reçu que la somme de trois milliards deux cent millions (3.200.000.000) dans la loi de finances 2023 et dont une partie (1.515.221.313 FCFA) a servi à financer la reconduction du contrat autorisée par le CRD.

LES MOTIFS AVANCES PAR LA DCMP

La DCMP justifie son rejet en se référant aux dispositions de l'article 25 du Code des Marchés publics aux termes desquelles un marché de clientèle est conclu pour une durée d'un an renouvelable deux fois par avenant sans pour autant dépasser trois ans. Elle recommande au MAESE de saisir l'ARCOP de la demande pour la conduite à tenir.

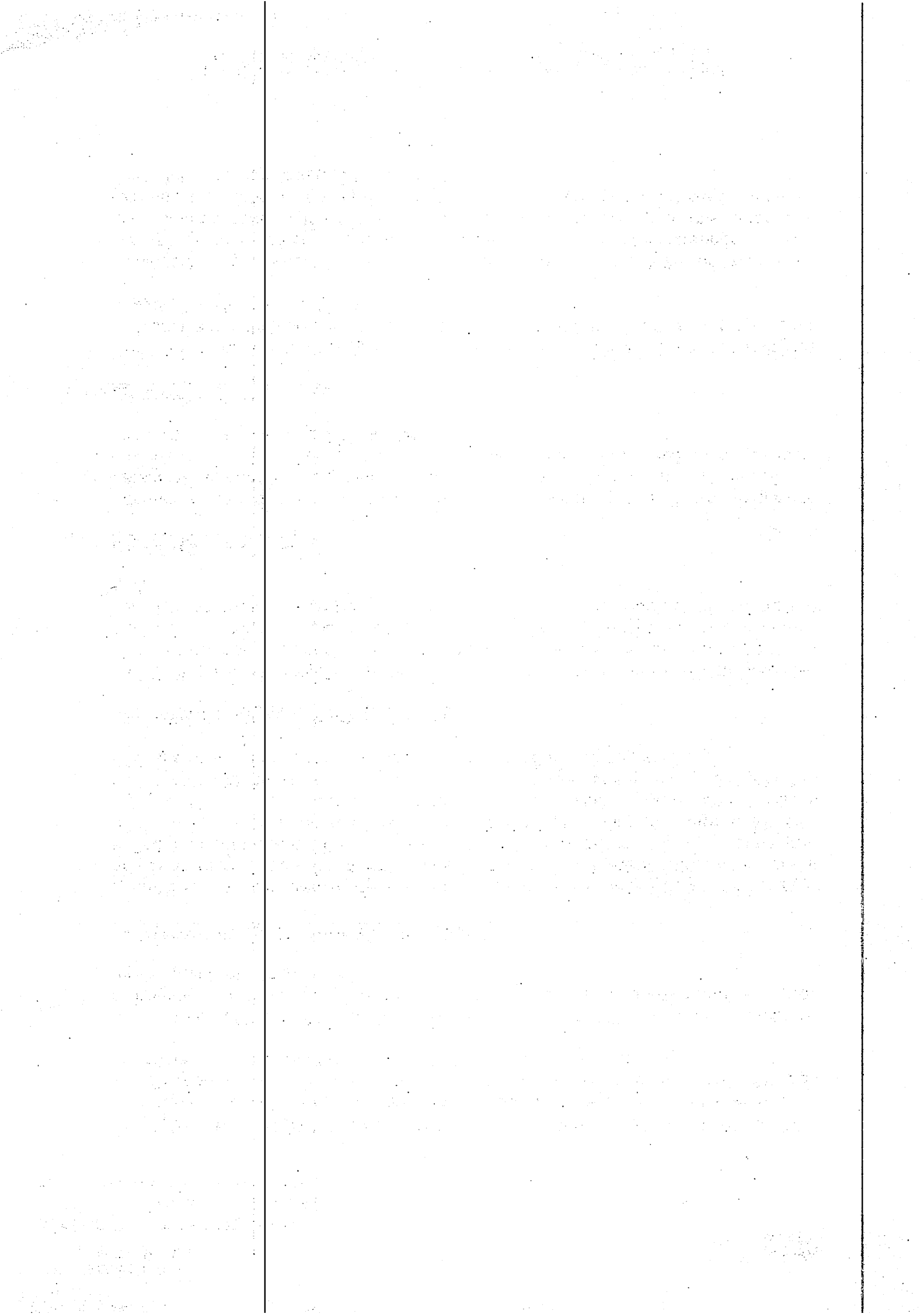
OBJET DE LA SAISINE

Il ressort de la requête et des moyens qui la sous-tendent que le litige porte sur une deuxième demande d'autorisation de prorogation, pour six mois de l'avenant n°2 du marché relatif à l'assurance santé du personnel expatrié du MAESE ainsi que leurs familles, après avis négatif de la DCMP.

EXAMEN DE LA SAISINE

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 25 du Code des marchés publics, les marchés de clientèle sont conclus pour une durée égale à un (1) an, sans pouvoir dépasser trois (03) ans ;

Considérant qu'en l'espèce, le MAESE a conclu, le 1^{er} mars 2020, un marché de clientèle d'assurance santé des diplomates sénégalais résidant à l'étranger ainsi que les membres de leurs familles avec ALLIANZ Worldwide Care pour une durée d'un (01) an pour un montant de deux milliards six cent vingt et un millions cent trente-sept mille huit cent vingt-cinq (2 621 137 825) FCFA TTC ;



Que ce contrat a déjà fait l'objet de deux (02) avenants de renouvellement, d'une durée d'un (01) an chacun, dont le dernier est arrivé à son terme le 1^{er} mars 2023 ;

Qu'il en résulte que le contrat, avait atteint à cette échéance la limite de la durée autorisée pour un contrat de clientèle ;

Considérant toutefois, que le CRD saisi par le MAESE d'une demande de passer le marché par entente directe avec le même prestataire, avait autorisé en lieu et place, la prolongation à titre exceptionnel de l'avenant n° 2 pour une durée de six mois pour éviter les conséquences désastreuses liées au défaut de couverture médicale du personnel diplomatique et de leurs familles ;

Considérant que le MAESE a sollicité le CRD pour une deuxième prorogation exceptionnelle de six mois supplémentaires du contrat en cours avec ALLIANZ Worldwide Care après l'avis défavorable de la DCMP ;

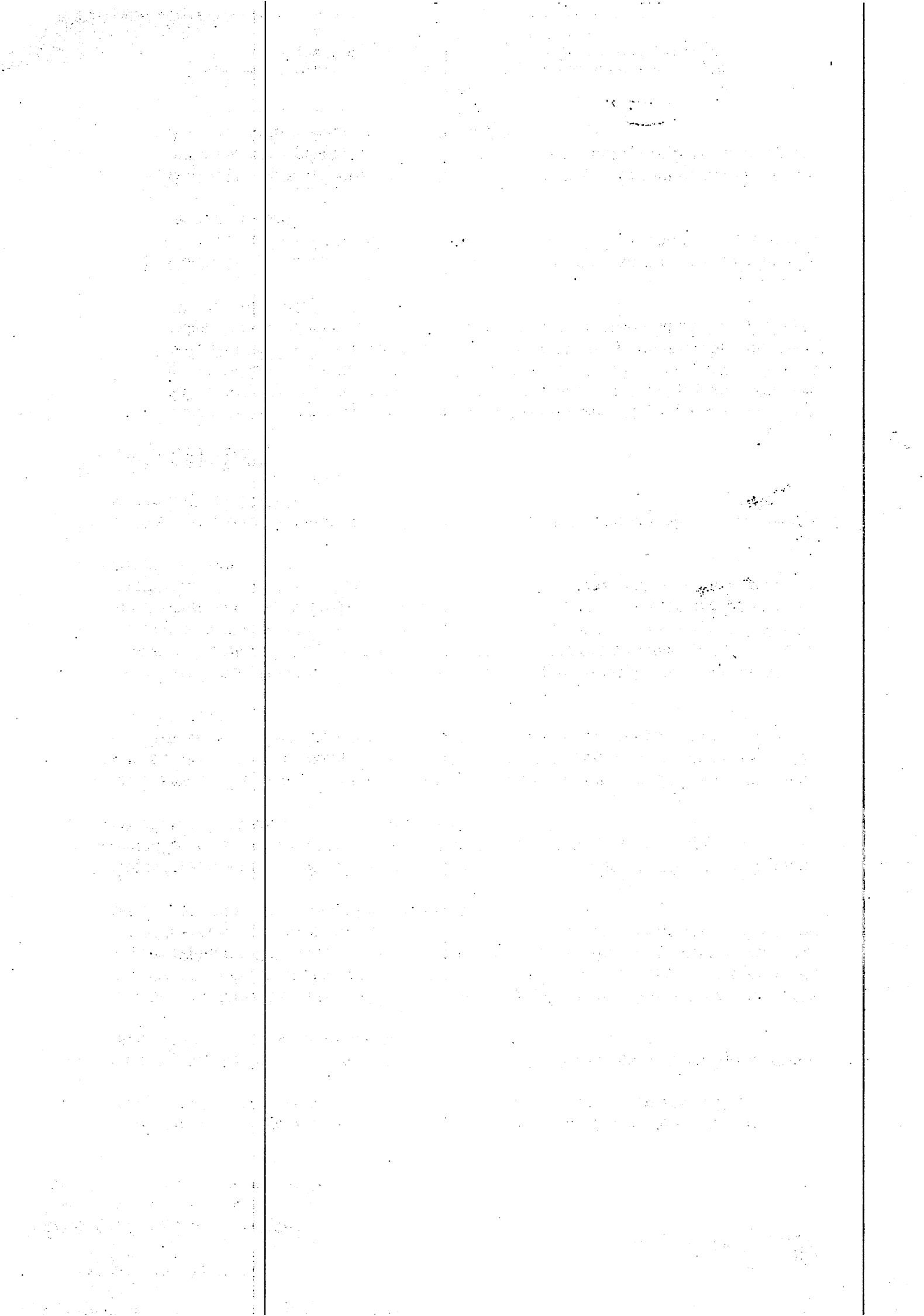
Que le MAESE a justifié sa demande par le caractère infructueux de ses démarches auprès des services compétents pour obtenir les sommes nécessaires à la couverture de la prestation dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert international ;

Considérant que l'instruction du dossier a révélé que ce seul argument ne saurait justifier le bien fondé de sa demande au regard du caractère exceptionnel que revêt la prolongation du contrat autorisée par le CRD et qui imposait au requérant d'éviter impérativement une nouvelle saisine du CRD en exploitant toutes les possibilités offertes par le CMP pour passer un nouveau contrat avant l'expiration du délai du contrat en cours ;

Qu'il en résulte qu'une suite favorable ne peut être, dans ces conditions, accordée à la demande du MAESE ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que le MAESE a conclu le marché de clientèle relatif à l'assurance santé des diplomates sénégalais résidant à l'étranger ainsi que les membres de leurs familles avec ALLIANZ Worldwide Care, pour une durée d'un an renouvelable sans pouvoir dépasser trois ans, avec un montant de deux milliards six cent vingt et un millions cent trente-sept mille huit cent vingt-cinq (2 621 137 825) FCFA TTC ;
- 2) Constate que ce contrat a fait l'objet de deux avenants de renouvellement (S067/21 ET S1499/2022) d'une durée d'un an chacun, comme prévu par la réglementation ;
- 3) Constate toutefois que le MAESE a bénéficié exceptionnellement d'une autorisation de prorogation de l'avenant n°2 de six mois pour éviter une rupture de la couverture médicale des bénéficiaires ;



- 4) Constate que le MAESE invoque des difficultés budgétaires pour justifier le défaut de lancement d'une procédure d'appel d'offres internationale ;
- 5) Constate que le MAESE n'a pas mis à profit la prolongation exceptionnelle du contrat pour exploiter toutes les possibilités offertes par le Code des marchés publics et éviter ainsi une nouvelle saisine du CRD ;
- 6) Dit que le MAESE ne peut, dans ces conditions, bénéficier une seconde fois d'une autorisation exceptionnelle de prorogation de l'avenant n°2 portant sur le marché relatif à l'assurance santé des diplomates sénégalais résidant à l'étranger ainsi que les membres de leurs familles ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOP) est chargé de notifier au Ministère des affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) et à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président



Mamadou DIA

Les membres du CRD

Moundiaïye CISSE

Mbareck DIOP

Alioune NDIAYE

**Le Directeur Général,
Rapporteur**

Saër NIANG



ARCOP SÉNÉGAL